Politique de confidentialité

Cette politique explique comment la SCEA DU CHATEAU STONY traite les données personnelles recueillies sur chateau-stony.fr et dans le cadre de ses relations à distance avec les visiteurs, clients et abonnés. Elle doit être adaptée à la configuration technique réellement mise en ligne.

1 Responsable du traitement

Le responsable du traitement est la SCEA DU CHATEAU STONY, société civile d'exploitation agricole au capital de 33 073,82 euros, immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 353 911 225, dont le siège est situé Domaine de Stony, La Peyrade, 34110 Frontignan, France.

Pour toute question relative aux données personnelles ou pour exercer un droit : bonjour@chateaudestony.com ou SCEA DU CHATEAU STONY, Domaine de Stony, La Peyrade, 34110 Frontignan, France.

Alain Diaz est l'interlocuteur chargé du suivi des demandes relatives aux données personnelles. Cette mention ne constitue pas une désignation formelle en qualité de délégué à la protection des données.

2 Données traitées

Selon l'utilisation du site et des services, les catégories suivantes peuvent être traitées :

- données d'identification et de contact : nom, prénom, adresse postale, courriel et téléphone ;
- données relatives aux commandes : produits, quantités, montant, facturation, livraison, retrait, retours et réclamations ;
- données de paiement : état et référence de la transaction, sans conservation par le Château du numéro complet de la carte ;
- données relatives à la newsletter : adresse électronique, date d'inscription, consentement, ouvertures et clics lorsque ce suivi est activé ;
- contenu des messages adressés au moyen des formulaires ou par courrier électronique ;
- données techniques : adresse IP, journaux de connexion, terminal, navigateur, pages consultées et choix relatifs aux cookies ;
- preuve de majorité ou justificatif d'identité uniquement lorsqu'une vérification est nécessaire et proportionnée.

Le site n'est pas destiné à recueillir les données de personnes âgées de moins de dix-huit ans pour l'achat de boissons alcoolisées.

3 Finalités bases légales et durées

Les principales opérations de traitement sont décrites ci-dessous. Les durées doivent être interprétées sous réserve des obligations légales de conservation et de la nécessité de défendre des droits en justice.

Traitement	Finalité et base légale	Durée indicative
Demandes de contact	Répondre aux messages et demandes de visite. Intérêt légitime ou mesures précontractuelles.	Temps de traitement, puis au plus 3 ans après le dernier échange pertinent.
Commandes et livraison	Former et exécuter le contrat, assurer la livraison, le retrait, les retours et le service après-vente.	Durée de la relation, puis conservation probatoire généralement 5 ans.

Facturation et comptabilité	Respecter les obligations légales, fiscales et comptables.	10 ans à compter de la clôture de l'exercice concerné.
Paiement	Encaisser le prix, prévenir les impayés et sécuriser la transaction. Exécution du contrat et intérêt légitime.	Données conservées par le prestataire selon ses obligations ; références nécessaires conservées avec la commande.
Compte client	Gérer l'espace personnel et faciliter les commandes. Exécution du contrat.	Pendant l'utilisation, puis suppression après une période d'inactivité à fixer.
Newsletter Éphéméride	Envoyer les actualités et mesurer leur réception. Consentement, ou règles applicables aux clients pour des produits analogues.	Jusqu'au retrait du consentement ou, en principe, 3 ans après le dernier contact actif.
Prospection clients	Présenter des vins ou services analogues, avec droit d'opposition à chaque envoi. Intérêt légitime dans les limites légales.	En principe 3 ans après la fin de la relation commerciale.
Sécurité et journaux	Sécuriser le site, prévenir les abus et établir les incidents. Intérêt légitime.	Durée proportionnée au risque, à fixer après audit technique.
Cookies non essentiels	Mesure d'audience, personnalisation ou publicité selon les outils activés. Consentement.	Selon la durée indiquée dans le gestionnaire de cookies et dans les limites applicables.

4 Caractère obligatoire des informations

Les champs identifiés comme obligatoires sont nécessaires pour traiter la demande ou la commande. À défaut, le Château de Stony peut ne pas être en mesure de répondre, d'enregistrer la commande, d'encaisser le paiement ou d'organiser la livraison. Les champs facultatifs sont clairement distingués.

5 Destinataires et sous traitants

Les données sont accessibles aux personnes habilitées de la SCEA DU CHATEAU STONY et, dans la limite de leurs missions, aux prestataires qui interviennent pour le fonctionnement du site et l'exécution des services.

Catégorie	Prestataire ou rôle
Hébergement	CL Hosting – 1, rue Saint Dominique 13170 Les Pennes Mirabeau
Site et boutique	WordPress, WooCommerce et extensions effectivement activées.
Formulaires	Tally,
Paiement	Stripe et, le cas échéant, tout autre moyen de paiement activé.

Newsletter	Brevo pour la gestion des listes, envois et statistiques associées.
Livraison	Transporteur ou prestataire logistique choisi pour la commande.
Maintenance	Prestataires techniques autorisés dans la mesure nécessaire à leur intervention.
Autorités	Administrations ou juridictions lorsque la loi l'exige.

Les prestataires agissent selon leur rôle propre ou sur instruction du responsable du traitement. Ils ne reçoivent que les données nécessaires à leur mission.

6 Transferts hors de l'Espace économique européen

Certains prestataires peuvent traiter des données depuis un pays situé hors de l'Espace économique européen ou faire appel à des sous-traitants qui s'y trouvent. Lorsque tel est le cas, le transfert doit reposer sur une décision d'adéquation, des clauses contractuelles types approuvées par la Commission européenne ou une autre garantie reconnue par la réglementation.

7 Newsletter et prospection

L'inscription à l'Éphéméride repose sur une démarche volontaire. Le formulaire précise la nature des communications et contient une case de consentement distincte lorsqu'elle est nécessaire. Cette case ne doit pas être précochée et l'inscription ne doit pas être confondue avec l'acceptation des conditions de vente.

Chaque message comporte un lien de désinscription. Le retrait du consentement n'affecte pas la licéité des traitements réalisés avant ce retrait.

Lorsque les fonctions de mesure des ouvertures ou des clics sont activées, leur fonctionnement et leur base juridique sont décrits de manière transparente. Les choix disponibles dans Brevo doivent être réglés conformément à cette politique.

8 Cookies et autres traceurs

Le site peut utiliser des cookies nécessaires à son fonctionnement, par exemple pour la sécurité, le panier, la session ou la mémorisation des choix de consentement. Ces traceurs ne requièrent pas de consentement lorsqu'ils répondent strictement aux conditions légales applicables.

Les traceurs de mesure d'audience, de vidéos externes, de cartes, de réseaux sociaux ou de publicité qui ne bénéficient pas d'une exemption ne sont déposés qu'après un choix positif de l'utilisateur. Refuser doit être aussi simple qu'accepter.

Le bandeau permet d'accepter, de refuser ou de paramétrer les finalités. Le lien « Gérer mes cookies » permet de retirer ou de modifier le consentement à tout moment. Le retrait n'affecte pas les traitements effectués avant celui-ci.

9 Droits des personnes

Dans les conditions prévues par la réglementation, toute personne concernée peut exercer :

- son droit d'accès aux données la concernant ;
- son droit de rectification des données inexactes ou incomplètes ;
- son droit à l'effacement, lorsque les conditions légales sont réunies ;
- son droit à la limitation du traitement ;

- son droit d'opposition aux traitements fondés sur l'intérêt légitime et, à tout moment, à la prospection commerciale ;
- son droit à la portabilité des données fournies lorsque le traitement repose sur le consentement ou le contrat et est effectué de manière automatisée ;
- son droit de retirer son consentement à tout moment ;
- son droit de définir des directives relatives au sort de ses données après son décès dans les conditions prévues par le droit français.

La demande peut être adressée à bonjour@chateaudestony.com ou par courrier au siège social. Le demandeur doit préciser le droit qu'il souhaite exercer et fournir les informations permettant d'identifier les données concernées. Une pièce d'identité n'est demandée qu'en cas de doute raisonnable sur l'identité, et seules les informations nécessaires à cette vérification sont alors requises.

Une réponse est apportée dans le délai réglementaire. Ce délai peut être prolongé lorsque la demande est complexe ou nombreuse, après information du demandeur.

10 Réclamation auprès de la CNIL

Toute personne estimant que ses droits ne sont pas respectés peut saisir la Commission nationale de l'informatique et des libertés, 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07, ou utiliser les services disponibles sur cnil.fr.

11 Sécurité

La SCEA DU CHATEAU STONY met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles adaptées aux risques, notamment la gestion des habilitations, la mise à jour des logiciels, la sauvegarde, la sécurisation des échanges et l'encadrement des prestataires. Aucune transmission ou conservation ne pouvant être garantie comme absolument sûre, les mesures sont réévaluées en fonction des risques et de l'évolution des outils.

En cas de violation de données, le Château documente l'incident, le notifie à la CNIL lorsqu'il existe un risque pour les droits et libertés, et informe les personnes concernées lorsque le risque est élevé, conformément aux règles applicables.

12 Décision automatisée

Aucune décision produisant des effets juridiques ou affectant de manière significative une personne n'est prise exclusivement sur la base d'un traitement automatisé. Les contrôles antifraude des prestataires de paiement peuvent conduire à une vérification ou au refus d'une transaction selon leurs propres règles.

13 Modification de la politique

Cette politique peut être modifiée pour tenir compte d'une évolution du site, des prestataires ou de la réglementation. La date de mise à jour est indiquée ci-dessous. Lorsqu'une modification affecte substantiellement les droits ou les choix des personnes, une information adaptée est fournie.